

*Questions orales***L'ÉNERGIE, LES MINES ET LES RESSOURCES****LA CONCENTRATION D'URANIUM RADIOACTIF À CIGAR LAKE**

**M. Ray Funk (Prince Albert—Churchill River):** Monsieur le Président, parce que la meilleure façon de traiter le cancer c'est de le prévenir, je voudrais poser ma question supplémentaire à l'autre brillant sujet du Cabinet, c'est-à-dire au ministre de l'Environnement.

Étant donné que le gisement de l'éventuelle mine d'uranium de Cigar Lake, située dans ma circonscription, a des taux de concentration et de radioactivité jusqu'à 800 fois plus élevés que ceux d'Elliot Lake, et que la mine de Baker Lake, qui de loin n'a pas la problématique de Cigar Lake, fait l'objet d'audiences publiques à grande échelle dans les Territoires du Nord-Ouest, le ministre va-t-il s'engager à tenir une enquête publique sur la mine de Cigar Lake comme l'ont demandé aujourd'hui à Saskatoon Greenpeace et les sidérurgistes?

**L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, je ne pense pas être en mesure de faire des commentaires au sujet de la demande directe du député, mais nous allons examiner la question.

Je lui dirai que pour ce qui concerne aussi bien Rabbit Lake que Cluff Lake et maintenant Cigar Lake, le Canada et plus précisément la province de Saskatchewan possèdent une mine de grande valeur pour notre avenir énergétique. Je signale au député également que c'est l'ex-gouvernement NPD de la Saskatchewan qui a été le premier à entreprendre l'exploitation de ces mines. Lorsque nous procéderons à l'exploitation de ces mines, nous veillerons non seulement à protéger la santé et la sécurité de tous les intéressés mais aussi à valoriser l'avenir énergétique du Canada.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE****LES EXIGENCES DE LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—LA PRÉSUMÉE DISCRIMINATION CONTRE LES AGRICULTEURS DE L'ONTARIO**

**L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture.

Cessera-t-il de faire de la discrimination contre les agriculteurs canadiens, en particulier contre les agriculteurs ontariens? La Société du crédit agricole demande aux agriculteurs ontariens de signer des engagements

quand ils négocient un règlement. Ces engagements sont illégaux dans certaines provinces.

Dans ma circonscription, on demande à un agriculteur d'âge mûr qui a perdu les deux mains de signer un engagement de 140 000\$. On lui débite des intérêts sur les intérêts de comptes en souffrance. On fait pression sur lui pour qu'il accepte un arrangement qui lui laisserait sa maison et 50 acres de terrain plus une hypothèque de 150 000\$ et un engagement de 140 000\$ en plus. C'est en violation directe de la Charte des droits.

Le ministre va-t-il mettre fin à cette dureté de coeur, à cette discrimination, et remettre la Société du crédit agricole dans le droit chemin des prêteurs crédibles?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, le député sait que la Société du crédit agricole et le gouvernement ne font pas de discrimination à l'égard des agriculteurs de l'Ontario ou d'ailleurs et ne l'ont jamais fait.

**M. Ferguson:** Les agriculteurs de l'Alberta ne signent pas de tels engagements.

**M. Mazankowski:** Le député soulève une question très importante. Je me ferai un plaisir de me renseigner personnellement. J'espère qu'il parle sérieusement. Pour ma part, je vais agir sérieusement, et je lui demande de me communiquer les renseignements nécessaires; je me ferai un plaisir d'examiner la chose par le détail.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES****LA VISITE DU PRÉSIDENT HERZOG—L'INQUIÉTUDE CONCERNANT LA VIOLATION DES DROITS DE LA PERSONNE PAR ISRAËL**

**M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et porte sur la visite du président Herzog au Canada.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) pourrait-il nous dire s'il a profité de l'occasion, ou s'il a l'intention de le faire pendant la visite du président Herzog, pour signaler au président que de nombreux Canadiens s'inquiètent de la violation des droits de la personne dans les territoires occupés par Israël?

Je crois qu'un bon nombre d'entre nous estiment que le premier ministre, dans les commentaires qu'il a formulés avant le discours, a trop peu insisté sur cette question. J'espère que le ministre aura l'occasion d'exprimer clairement l'outrage que ressentent les Canadiens devant